

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Budget de l'État en 2024 : une croissance à deux chiffres

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

La croissance économique du Gabon s'affiche à deux chiffres en 2024. Le Conseil des ministres du 6 décembre 2023 a approuvé, le projet de loi de finances 2024. Ledit budget prévisionnel est fixé en recettes à 4 162 milliards FCFA, contre 3 602,3 milliards FCFA en 2023, soit une hausse de 559,7 milliards FCFA, représentant un taux de croissance d'environ 15 %. Une première depuis plus de 20 ans. Ce budget prévoit une

progression significative des ressources de trésorerie et de financement, estimées à 1 327,1 milliards FCFA, soit près de 15 % de hausse principalement attribuable à l'émission de titres publics d'une valeur totale de 1 048,1 milliards FCFA. L'accent sera mis sur l'élargissement de l'assiette fiscale et l'informatisation accrue pour améliorer la collecte des recettes, ainsi que sur un renforcement des contrôles pour assurer la transparence et la bonne gestion des dépenses fiscales. Avec la rigueur



Photo: DR

Un Conseil des ministres, sous la présidence du chef de l'État.

## Regard sur l'environnement et les risques

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

Si elles apparaissent solides, les fragilités des hypothèses pourraient résider dans la volatilité des prix des matières premières, influencée par les politiques économiques et géopolitiques de ces pays. Les relations fluctuantes entre la Chine et les États-Unis ainsi que les tensions géopolitiques avec les BRICS, l'attitude de l'OPEP constituent un fuseau de facteurs qui pourraient impacter les cours du pétrole, du manganèse et du bois débité, compromettant ou favorisant à la hausse les estimations budgétaires.

Par ailleurs, l'absence d'autres secteurs économiques pourtant prioritaires au chronogramme de la Transition, tels que l'orpaillage, l'agriculture et l'économie numérique... peut refléter une focalisation spécifique du gouvernement sur les secteurs traditionnellement dominants ou ceux dont les prévisions sont plus stables et établies. Cela pourrait aussi résulter d'une sous-estimation de la contribution potentielle de ces secteurs à l'économie ou d'une difficulté à prévoir avec

précision leurs performances à long terme. Il est possible que ces secteurs n'aient pas été pleinement pris en compte dans les prévisions en raison de leur nature émergente, de leur volatilité ou d'un manque de données historiques fiables pour établir des estimations précises.

Enfin, dans un contexte de dé-dollarisation des échanges commerciaux, l'hypothèse d'un dollar américain à 593,6 CFA pourrait présenter des risques pour le budget 2024. Si les échanges entre les BRICS se déplacent vers d'autres monnaies pour la vente du pétrole et autres matières premières, le dollar américain est exposé à des fluctuations importantes par rapport au franc CFA. De quoi impacter les rentrées financières et les dépenses du gouvernement gabonais, créant des écarts entre les prévisions budgétaires et la réalité économique.

Une dépréciation du dollar par rapport au franc CFA pourrait augmenter les coûts d'importation, accroître les coûts de facteurs et des denrées et impacter la dette libellée en dollars, affectant ainsi les finances publiques du Gabon.

militaire à la tête des régies financières (Douanes, Impôts, etc.), l'atteinte de ces résultats est plausible.

Le plan budgétaire 2024 témoigne donc de la volonté des autorités de la Transition de ne pas interrompre la marche du pays, en investissant dans des secteurs clés pour stimuler

la croissance économique, soutenir les populations et renforcer les structures administratives. Seuls mots d'ordre : dynamiser les fonds nécessaires, catalyser le progrès et la stabilité économique du pays.

L'État va ainsi se focaliser sur des objectifs stratégiques

cruciaux pour le développement national : soutien à de nombreux projets d'investissement, consolidation des acquis sociaux, renforcement de l'administration publique (recrutements et régularisation des situations administratives), mais surtout la construction d'une démocratie apaisée.

## Budget 2024 : hypothèses et interrogations

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

POUR le budget 2024 de l'État gabonais, le gouvernement de la Transition s'est appuyé sur un certain nombre d'hypothèses. À savoir "une production pétrolière à 80,3 millions de barils contre 80,2 en 2023, un prix du baril de pétrole gabonais à 72 dollars, en baisse de 4 % par rapport à la Loi de finances 2023, une production de manganèse à 10,0 millions de tonnes, en diminution de 7,5 % par rapport aux prévisions 2023". Le prix dudit manganèse étant fixé à 176,50 dollars la tonne, en augmentation de 9,6 %. Enfin, il y a la

production de bois débité qui devrait se situer à 1,35 million de m<sup>3</sup>, en baisse de 20,3 % et dernière hypothèse, "un taux de change du dollar américain à 593,6 FCFA, en baisse de 0,1 %".

De nombreux économistes s'accordent à dire que la prudence a guidé les prévisions budgétaires du gouvernement Raymond Ndong Sima. Ces hypothèses reposent sur des prévisions délicates, surtout dans une économie mondiale interconnectée avec des poids lourds comme la Chine, la Russie, l'Inde et des nouveaux pays des BRICS, et le tassement de la croissance économique en Europe

où la France fait figure de deuxième partenaire économique du Gabon.

Toutefois, des questions subsistent. Au premier rang desquelles, le temps accordé à l'examen du budget et son adoption par les deux chambres du Parlement de la Transition. Le Conseil de ministres présente le budget 2024 à trois semaines de la fin de l'exercice budgétaire 2023, alors que les délais nécessaires pour le Parlement sont de 65 jours ? Doit-on s'attendre à ce que le Parlement travaille en accéléré et finalise l'examen du projet de loi de finances avant la fin de l'année ou cet exercice devra déborder sur le mois de janvier 2024 ?